

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Annonces diverses

**Société Anonyme au capital de 25 070 593,4 euros**  
**Siège social : 38 rue de Berri 75008 PARIS**  
**RCS 894 283 126**

**Avis aux actionnaires**

**OPERATION D'ATTRIBUTION GRATUITE DE BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS (« BSA »)  
A TOUS LES ACTIONNAIRES DE LA SOCIETE**

**Objet de l'insertion** – La présente insertion a pour objet d'informer les actionnaires de la société Crypto Blockchain Industrie (« CBI ») de l'émission et de l'admission sur le marché Euronext Growth Paris d'un nombre maximal de 250 705 900 bons de souscription d'actions de catégorie A (« BSA A »), d'un nombre maximal de 250 705 900 bons de souscription d'actions de catégorie B (« BSA B »), les BSA A et les BSA B étant collectivement dénommés les BSA, et de la suspension temporaire de l'exercice des BSA émis le 1 février 2023.

**Caractéristiques de la Société**

**Dénomination sociale** – La Société a pour dénomination « Crypto Blockchain Industries ».

**Forme de la société** – La Société a la forme d'une société anonyme régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par les stipulations de ses statuts.

**Numéros d'identification** – Immatriculation au registre du commerce et des sociétés : RCS Paris 894 283 126.

**Adresse du siège social** – Le siège de la Société est fixé : 38 rue de Berri, 75008 Paris.

**Montant du capital social** – Le capital social est fixé à la somme de 25 070 593,4 euros divisé en actions de 0,1 euro de valeur nominale, toutes de même catégorie.

**Objet social** – « La Société CRYPTO BLOCKCHAIN INDUSTRIES a pour objet, en France comme à l'étranger, directement ou indirectement :

- La création et la commercialisation d'actifs numériques notamment sur la blockchain ;
- La conception, la production, l'édition et la diffusion de tous produits et œuvres multimédia et audiovisuels, notamment de loisirs, qu'elle qu'en soit la forme et notamment sous forme de logiciels, de traitement de données ou de contenu interactif ou non, sur tout support et à travers tout mode de communication actuel ou futur ;
- L'acquisition de toutes sociétés, entités, entreprises ou autre ayant une activité dans la blockchain ou susceptible d'évoluer en tout ou partie dans ce domaine quel que soit le type d'activité nommé ;
- La production de toutes sortes d'activités, de loisirs, de sports, d'audiovisuelles ou autres ;
- La création, l'acquisition, l'exploitation et la gestion de droits de propriété intellectuelle et industrielle ou autres droits réels ou personnels, notamment par voie de cession, de concession de licences, de brevets, de marques ou autres droits d'usage ;
- L'achat, la vente, la fourniture et plus généralement la diffusion de tous produits et services en liaison avec l'objet ci-dessus ;
- L'acquisition, la recherche de partenariats et la prise de participations, qu'elle qu'en soit la forme et notamment par voie de création, émission, souscription, apport, dans toute activité se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou aux produits et thèmes développés par la Société ;

- et plus généralement toutes opérations quelles qu'elles soient se rapportant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes susceptibles de faciliter le développement de la Société. »

**Date d'expiration normale de la Société** – La durée de la Société est de 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf en cas de dissolution ou de prorogation prévus dans les présents statuts.

**Législation applicable** – Crypto Blockchain Industries est une société anonyme à conseil d'administration régie par la loi française.

**Exercice social** – Du 1<sup>er</sup> avril au 31 mars.

**Avantages particuliers stipulés par les statuts au profit de toute autre personne** – néant.

**Catégories d'actions émises et leurs caractéristiques** – Les actions sont émises et libérées dans les conditions prévues par la loi. Jusqu'à leur entière libération, les actions de la Société revêtent la forme nominative et sont inscrites au nom de leur titulaire dans un compte tenu par la Société. Les actions entièrement libérées sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. La Société peut demander à tout moment au dépositaire central qui assure la tenue du compte émission de ses titres, dans les conditions légales et réglementaires en vigueur, l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans les assemblées d'actionnaires ainsi que la quantité de titres détenus par chacun d'eux. Les actions sont librement négociables sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires. Elles se transmettent par virement de compte à compte.

**Indivisibilité des actions – Nue-propriété– Usufruit** – Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné en justice à la demande du copropriétaire le plus diligent. Sauf convention contraire notifiée à la Société, les usufruitiers d'actions représentent valablement les nus-propriétaires à l'égard de la Société ; toutefois, le droit de vote appartient au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

**Droits et obligations attachés aux actions** – Toute action, en l'absence de catégories distinctes d'actions, ou toute action de même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quantité de capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, lors de toute distribution, amortissement ou répartition, ou boni de liquidation et ceci selon les conditions et modalités par ailleurs éventuellement stipulées dans les présents statuts. En outre, elle donne droit au vote et à la représentation dans les assemblées générales dans les conditions légales et statutaires. Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant nominal des actions qu'ils possèdent ; au-delà, tout appel de fonds est interdit. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'assemblée générale. Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentants d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer dans les actes de son administration ; ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou en conséquence d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou autre opération sociale, les propriétaires des titres isolés, ou en nombre inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à condition de faire leur affaire personnelle du regroupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente de titres nécessaires. A moins d'une prohibition légale, il sera fait masse entre toutes les actions de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la Société, avant de procéder à toute répartition ou à tout remboursement,

au cours de l'existence de la Société ou de sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale et de leur jouissance respective, toutes les actions de même catégorie reçoivent la même somme nette. Conformément aux dispositions de l'article L.233-7 du Code de commerce, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions représentant plus du vingtième, du dixième, des trois vingtièmes, du cinquième, du quart, des trois dixièmes, du tiers, de la moitié, des deux tiers, des dix-huit vingtièmes ou des dix-neuf vingtièmes du capital ou des droits de vote informe la Société dans un délai fixé par décret en Conseil d'État, à compter du franchissement du seuil de participation, du nombre total d'actions ou de droits de vote qu'elle possède. L'information est également donnée dans les mêmes délais lorsque la participation en capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils visés. En cas de non-respect de cette obligation, les dispositions prévues par l'article L.233-14 du Code de commerce s'appliqueront.

**Droit de vote double** – Outre le droit de vote qui lui est attribué par la loi, chaque action donne droit, dans les bénéfices et dans l'actif social à une part proportionnelle à la quotité qu'elle représente. En application de l'article L. 225-123 du Code de Commerce, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité de capital social qu'elles représentent, est attribué d'une part, à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription nominative, depuis deux ans au moins, au nom du même actionnaire, et d'autre part, à toutes les actions issues de ces mêmes titres. En cas d'augmentation du capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, le droit de vote double est conféré, dès leur émission, aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire à raison d'actions anciennes pour lesquelles il bénéficie de ce droit. Toute action convertie au porteur ou transférée en propriété perd le droit de vote double. Néanmoins, le transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux, ou de donation entre vifs au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible, ne fait pas perdre le droit acquis et n'interrompt pas les délais prévus à l'article L. 225-123 du Code de Commerce. La fusion de la Société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au sein de la Société absorbante, si les statuts de celle-ci l'ont institué. L'égalité de traitement sera appliquée à toutes les actions qui composent ou composeront le capital social, en ce qui concerne les charges fiscales. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions anciennes pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange ou d'attribution donnant droit à titres nouveaux contre remise de plusieurs actions anciennes, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne donneront aucun droit à leur porteur contre la Société, les actionnaires ayant à faire leur affaire personnelle du groupement du nombre d'actions nécessaires.

**Assemblées générales** – Les décisions des actionnaires sont prises en assemblée générale. Les assemblées générales ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts. Les assemblées générales extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts. Les assemblées générales spéciales réunissent les titulaires d'actions d'une seule catégorie déterminée pour statuer sur une modification des droits des actions de cette catégorie. Les délibérations des assemblées générales obligent tous les actionnaires, mêmes absents, dissidents ou incapables.

**Convocation aux assemblées** – Les assemblées générales sont convoquées soit par le conseil d'administration ou, à défaut, par le ou les commissaires aux comptes, soit par un mandataire désigné par le président du tribunal de commerce statuant en la forme des référés dans les conditions fixées à l'article L. 225-103 du Code de commerce. Pendant la période de liquidation, les assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les assemblées générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les actionnaires sont convoqués dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. La Société est tenue, trente-cinq (35) jours au moins avant la réunion de l'assemblée des actionnaires de publier au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, un avis contenant les indications mentionnées à l'article R.225-73 du Code de commerce.

**Quorum – Majorité** – Dans les assemblées générales ordinaires et extraordinaires, le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social et, dans les assemblées générales spéciales, sur l'ensemble des actions de la catégorie intéressée, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi. La Société ne peut valablement voter avec des actions achetées par elle.

**Bilan** – Le bilan social arrêté au 31 septembre 2023 est publié en annexe.

**Prospectus** – Conformément aux dispositions des articles L.411-2 du code monétaire et financier et 211-2 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF), la présente émission ne donnera pas lieu à un Prospectus visé par l'AMF car le montant total de l'offre est inférieur à 8 000 000 euros (calculé sur une période de 12 mois).

**Assemblée générale ayant autorisé l'émission** – L'assemblée générale mixte des actionnaires qui s'est tenue le 29 septembre 2023, a délégué sa compétence au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation, qui à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions fixées dans sa résolution 9<sup>ième</sup>.

**Décision du Conseil d'Administration de faire usage de la délégation conférée par l'Assemblée Générale pour procéder à l'émission** – En vertu de la délégation de compétence qui lui a été conférée par l'Assemblée Générale Mixte visée ci-dessus, le Conseil d'Administration de la Société, dans sa séance du XXX 2024, a décidé de procéder à l'émission et de l'attribution gratuite de BSA aux actionnaires, selon les modalités détaillées ci-après.

**Décision du Président Directeur Général de faire usage de la délégation conférée par le Conseil d'Administration pour procéder à l'émission** – Le Président Directeur Général agissant sur le fondement de la 9<sup>ième</sup> résolution à caractère extraordinaire de l'Assemblée Générale Mixte du 29 septembre 2023 et conformément à l'autorisation qui lui a été conférée par le Conseil d'Administration du 13 février 2024, a décidé le même jour de procéder à l'émission et de l'attribution gratuite de BSA aux actionnaires, selon les modalités détaillées ci-après.

## CARACTERISTIQUES DES BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS

**Bénéficiaires des BSA A** – Les BSA A seront émis et attribués gratuitement aux actionnaires de la Société, à raison d'un (1) BSA A par action détenue, ce qui correspond à un maximum de 250 705 900 BSA A. Les BSA A seront émis et attribués gratuitement aux actionnaires de la Société inscrits en compte au 11 mars 2024 à l'issue de la séance de bourse du 12 mars 2024 (record date attribution).

**Bénéficiaires des BSA B** – Les BSA B seront émis et attribués gratuitement aux actionnaires de la Société, à raison d'un (1) BSA AB par action détenue, ce qui correspond à un maximum de 250 705 900 BSA B. Les BSA B seront émis et attribués gratuitement aux actionnaires de la Société inscrits en compte au 11 mars 2024 à l'issue de la séance de bourse du 12 mars 2024 (record date attribution).

**Suspension de l'exercice des BSA émis le 1<sup>er</sup> février 2023 et venant à échéance le 31 mars 2024** – L'exercice des BSA émis le 1<sup>er</sup> février 2023 sous le code ISIN FR 001400D0X2 est suspendu à compter du 5 mars 2024 jusqu'au 15 mars 2024.

**Forme des BSA A et des BSA B** – Les BSA seront inscrits au nominatif ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

**Prix de souscription des BSA A et des BSA B** – Les BSA seront attribués gratuitement à tous les actionnaires à raison d'un (1) BSA par action détenue.

**Parité d'exercice et prix d'exercice des BSA A et des BSA** – Deux types de BSA seront disponibles :

**BSA A** : 1 action existante donne droit à 1 BSA et 50 BSA donnent droit à la souscription d'une action nouvelle à un prix unitaire d'exercice de 0,40 centimes d'euro.

**BSA B** : 1 action existante donne droit à 1 BSA et 50 BSA donnent droit à la souscription d'une action nouvelle à un prix unitaire d'exercice de 0,60 centimes d'euro.

**Période d'exercice des BSA** – Chaque titulaire de BSA pourra exercer l'intégralité des BSA qu'il détient.

**Pour les BSA A** : La période de souscription sera ouverte du 13 mars 2024 au 30 juin 2024 (inclus).

**Pour les BSA B** : La période de souscription sera ouverte du 13 mars 2024 au 31 mars 2025 (inclus).

**Libérations des actions nouvelles souscrites sur exercice des BSA et date de jouissance** – Les actions nouvelles seront des actions ordinaires de la Société, de même catégorie que les actions existantes. Les actions nouvelles souscrites à l'occasion de l'exercice des BSA A et des BSA B devront être intégralement libérées à la souscription. Elles seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la Société et porteront jouissance au premier jour de l'exercice social au cours duquel lesdites actions auront été souscrites. Les actions nouvelles seront donc librement négociables. Les fonds provenant des souscriptions en numéraire seront reçus sur un compte ouvert au nom de la Société par la Financière UZES. Les actions nouvelles seront émises et libérées au fur et à mesure des demandes de souscriptions formulées par le ou les titulaires de BSA dans la Période d'Exercice selon la catégorie des BSA.

**Caducité des BSA** – Les BSA A qui n'auront pas été exercés au plus tard le 31 mars 2024 à la clôture de séance de bourse perdront toute valeur et deviendront automatiquement caducs. Les BSA B qui n'auront pas été exercés au plus tard le 30 juin 2025 à la clôture de séance de bourse perdront toute valeur et deviendront automatiquement caducs.

**Cotation des BSA** – Les BSA feront l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris sous le code ISIN FR001400O416 pour les BSA A et sous le code ISIN FR 001400O408 pour les BSA B.

**Modalités d'exercice** – Pour exercer leur BSA, les titulaires devront en faire la demande directement ou via un intermédiaire financier habilité de leur choix auprès de la Financière Uzès.

**Suspension de l'exercice des BSA** – En cas d'émission de nouveaux titres de capital ou de nouvelles valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société ainsi qu'en cas de fusion ou de scission, le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'article L. 225-149-1 du Code de commerce se réserve le droit de suspendre l'exercice des BSA pendant un délai qui ne pourra excéder trois (3) mois, cette faculté ne pouvant en aucun cas faire perdre aux porteurs de BSA leurs droits à souscrire des actions nouvelles de la Société. Dans ce cas, un avis sera publié au Bulletin des Annonces Légales Obligatoires (BALO) quinze jours au moins avant la date d'entrée en vigueur de la suspension pour informer les porteurs de BSA de la date à laquelle l'exercice des BSA sera suspendu et de la date à laquelle il reprendra. Cette information fera également l'objet d'un avis par Euronext Paris.

**Maintien des droits des titulaires des BSA A et des BSA B** – A compter de l'émission des BSA et tant qu'il existera des BSA en cours de validité, les droits des titulaires des BSA seront préservés dans les conditions prévues par la loi et les règlements en vigueur notamment par les articles L. 228-98 et suivants du Code de commerce.

En cas de réduction de capital de la Société motivée par des pertes, la protection des titulaires de BSA sera assurée conformément aux dispositions de l'article L.228-98 du Code de commerce et de ses dispositions d'application.

En cas de réduction de capital non motivée par des pertes (i) par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions nouvelles sera réduit à due concurrence, et (ii) par voie de diminution du nombre d'actions, les titulaires de BSA, s'ils exercent leurs BSA, pourront demander le rachat de leurs actions nouvelles dans les mêmes conditions que s'ils avaient été actionnaires au moment du rachat par la Société de ses propres actions.

En cas de fusion ou de scission de la Société qui serait par ailleurs autorisée, la protection des titulaires de BSA sera assurée conformément aux dispositions de l'articles L.228-101 du Code de commerce et ses dispositions d'application.

En cas de distribution par la Société de réserves ou de primes d'émission, en espèces ou en nature, ou en cas de modification de la répartition des bénéfices de la Société par création d'actions de préférence entraînant une dilution immédiate ou à terme des titulaires de BSA, la protection des titulaires de BSA sera assurée conformément aux seules dispositions de l'article L.228-99 du Code de commerce, et de ses dispositions d'application.

En cas d'émission de valeurs mobilières donnant par un quelconque moyen accès au capital de la Société qui aurait pour conséquence une dilution immédiate ou à terme des droits des titulaires de BSA et au titre de laquelle les actionnaires conservent leur droit préférentiel de souscription, le maintien des droits des titulaires de BSA sera assuré conformément aux seules dispositions de l'article L.228-99 du Code de commerce, et de ses dispositions d'application.

Elle devra également informer les titulaires des BSA de la réalisation des dites opérations, ainsi que des mesures de protection qu'elle aura décidée de mettre en place en leur faveur.

Comme prévu à l'article L. 228-98 du Code de commerce, la société est autorisée à modifier sa forme ou son objet sans l'autorisation préalable des titulaires de BSA. Elle pourra aussi, conformément aux mêmes dispositions, modifier les règles de répartition de ses bénéfices, amortir son capital ou émettre des actions de préférence sans l'autorisation préalable des titulaires de BSA, sous réserve de prendre les dispositions nécessaires au maintien des droits des titulaires de BSA dans les conditions définies aux présentes de sorte que les modifications envisagées ne portent pas atteinte aux droits des titulaires de BSA.

**Masses des porteurs de BSA** – Les titulaires de BSA seront regroupés au sein d'une masse jouissant de la personnalité morale, conformément aux dispositions de l'article L.228-103 du Code de commerce (la « **Masse des Titulaires de BSA** »). Les assemblées de la Masse des Titulaires de BSA se réuniront au siège social de la Société.

**Règlement des rompus** – Tout porteur des BSA exerçant ses droits au titre des BSA pourra souscrire un nombre d'actions nouvelles de la Société calculé en appliquant au nombre de BSA les parités d'exercice en vigueur.

Lorsque le titulaire de BSA exerçant ses BSA aura droit à un nombre d'actions nouvelles comportant une fraction formant rompu, il devra faire son affaire de l'acquisition sur le marché du nombre de BSA nécessaires à la souscription d'un tel nombre entier d'actions nouvelles.

Les BSA formant rompus pourront être cédés sur le marché pendant leur période de cotation mais ne donneront pas droit à indemnisation de leurs titulaires par la Société.

**Information des porteurs de BSA en cas d'ajustement** – La Société s'engage à informer par écrit les titulaires de BSA dans les mêmes délais que les actionnaires, de la réalisation des opérations financières décrites au paragraphe « Maintien des droits des titulaires des BSA » et prendre toute mesure nécessaire à la préservation des droits des titulaires de BSA conformément au paragraphe « Maintien des droits des titulaires de BSA ».

**Achats par la Société et annulation des BSA** – La Société se réserve le droit de procéder à tout moment, sans limitation de prix ni de quantité, à des achats en bourse ou hors bourse de BSA, ou à des offres publiques d'achat ou d'échange de BSA. Les BSA achetés en bourse ou hors bourse ou par voie d'offres publiques, cesseront d'être considérés comme étant en circulation et seront annulés, conformément à l'article L.225-149-2 du Code de commerce.

**Autres marchés et places de cotation** – Néant.

## **CARACTERISTIQUES DES ACTIONS NOUVELLES RESULTANT DE L'EXERCICE DES BSA**

**Date d'émission des actions nouvelles** – Les actions nouvelles seront émises au fur et à mesure de l'exercice des BSA entre le

Pour les BSA A : La période de souscription sera ouverte du 13 mars 2024 au 31 mars 2024 (inclus).

Pour les BSA B : La période de souscription sera ouverte du 13 mars 2024 au 30 juin 2025 (inclus).

**Nombre d'actions nouvelles émises** – A titre indicatif, dans l'hypothèse de l'exercice de la totalité des BSA (BSA A et BSA B), il serait créé un nombre maximum de 10 028 236 actions nouvelles de la Société, soit une augmentation de capital de 1 002 823,60 euros. Le nombre d'actions nouvelles fera l'objet d'un avis Euronext et d'un communiqué de presse diffusé à l'issue de la période d'exercice de chacun des BSA.

**Cotation et nature des actions nouvelles résultant de l'exercice des BSA** – Les actions nouvelles qui résulteront de l'exercice des BSA seront des actions ordinaires de la Société, de même catégorie que les actions existantes. Elles seront soumises à toutes les dispositions des statuts de la société et porteront jouissance au premier jour de l'exercice social au cours duquel lesdites actions auront été souscrites. Elles seront, dès leur admission aux négociations sur le marché Euronext Growth Paris, assimilées aux actions anciennes de la Société. Les actions nouvelles issues de l'exercice des BSA seront négociables sur la même ligne que les actions existantes. Elles seront ainsi négociées sous le même code ISIN que les actions existantes de la Société, soit ISIN FR0014007LW0.

**Publication des résultats** – A l'issue de la période d'exercice des BSA, la Société diffusera un communiqué de presse qui indiquera le nombre d'actions nouvelles et le montant total des fonds levés par souscription des actions nouvelles résultant de l'exercice des BSA.

**Dilution** – Un actionnaire qui détiendrait 1 % du capital de la Société préalablement à l'attribution des BSA, et qui déciderait de ne pas exercer les BSA reçus dans le cadre de la présente opération verrait sa participation au capital passer à 0,754 % en cas d'exercice de la totalité des BSA A et des BSA B.

**Date de jouissance** – Les actions nouvelles résultant de l'exercice des BSA porteront jouissance courante et seront inscrites sur la même ligne de cotation que les actions existantes.

**Forme** – Les actions nouvelles pourront revêtir la forme nominative ou au porteur, au choix des détenteurs.

**Négociabilité des actions nouvelles** – Aucune clause statutaire ne limite la libre négociation des actions composant le capital social de la Société. Les actions nouvelles seront donc librement négociables.

**Droit applicable et tribunaux compétents en cas de litige** – Les BSA et les actions nouvelles sont émis dans le cadre de la législation française. Les tribunaux compétents en cas de litiges sont ceux du siège social de la Société lorsqu'elle est défenderesse et sont désignés en fonction de la nature des litiges, sauf disposition contraire du Code de Procédure Civile.



***Le Président du Conseil d'Administration***

Frédéric Chesnais

**ANNEXE****Bilan consolidé de la société Crypto Blockchain Industries SA au 30 Septembre 2023**

| <b>ACTIF (K€)</b>                                      | <b>30 septembre 2023</b> | <b>31 mars 2023</b> |
|--|--------------------------|---------------------|
| Immobilisations incorporelles                          | 16 592,4                 | 13 164,9            |
| Immobilisations corporelles                            | 20,7                     | 15,1                |
| Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location | 1 841,6                  | 1 973,1             |
| Actifs financiers non courants                         | 3 605,7                  | 9 107,5             |
| <b>Actifs non courants</b>                             | <b>22 060,4</b>          | <b>24 260,8</b>     |
| Stocks   | 1 233,4                  | 2 407,0             |
| Clients et comptes rattachés                           | 2 863,1                  | 935,7               |
| Autres actifs courants                                 | 679,2                    | 301,8               |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie                | 472,1                    | 450,9               |
| Actifs détenus en vue de la vente                      | -                        | -                   |
| <b>Actifs courants</b>                                 | <b>5 247,9</b>           | <b>4 095,3</b>      |
| <b>Total actif</b>                                     | <b>27 308,3</b>          | <b>28 356,1</b>     |

| <b>PASSIF (K€)</b>                               | <b>30 septembre 2023</b> | <b>31 mars 2023</b> |
|--|--------------------------|---------------------|
| Capital  | 25 070,6                 | 25 070,4            |
| Réserves consolidées                             | (8 928,0)                | (4 847,1)           |
| Résultat net de l'exercice, Part du Groupe       | (746,3)                  | 1 271,5             |
| <b>Capitaux propres Part du Groupe</b>           | <b>15 396,2</b>          | <b>21 494,8</b>     |
| Intérêts minoritaires                            | 239,2                    | 211,4               |
| Provisions pour risques et charges non courantes | 121,7                    | -                   |
| Dettes financières non courantes                 | 4 704,4                  | 2 332,7             |
| Impôts différés passifs                          | -                        | -                   |
| Dettes locatives long terme                      | 1 647,4                  | 1 771,9             |
| Autres passifs non courants                      | -                        | -                   |
| <b>Passifs non courants</b>                      | <b>6 473,4</b>           | <b>4 104,6</b>      |
| Provisions pour risques et charges courantes     | -                        | -                   |
| Dettes financières courantes                     | -                        | -                   |
| Dettes locatives court terme                     | 247,3                    | 243,6               |
| Dettes fournisseurs                              | 4 525,8                  | 2 285,6             |
| Autres passifs courants                          | 426,4                    | 15,9                |
| <b>Passifs courants</b>                          | <b>5 199,4</b>           | <b>2 545,2</b>      |
| <b>Total passif</b>                              | <b>27 308,3</b>          | <b>28 356,1</b>     |